

Unité Interdépartementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint-Barthélémy
BP8014
49183 Saint-Barthélémy-d'Anjou

Saint-Barthélémy-d'Anjou, le 22 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



SONEL

Le Bois II
Nyoiseau
49500 SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU

Références : 2022-198_INSP_SONEL - Segré-en-Anjou Bleu_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2022 dans l'établissement SONEL implanté Le Bois II Nyoiseau 49500 SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU. L'inspection a été annoncée le 30/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SONEL
- Le Bois II Nyoiseau 49500 SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU
- Code AIOT dans GUN : 0006301116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'entreprise SONEL est une installation de traitement de surface.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Comportement au feu des structures – locaux à risques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 1.1.4	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 7.4.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre à jour sa situation administrative et faire des améliorations pour la protection incendie. Le point principal est la réserve incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des structures –Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Dispositions prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a montré que l'installation est pourvue de haches disposées en vue de sectionner les conduites de ventilations. L'exploitant a indiqué à l'inspection que les consignes étaient en cours de rédaction. L'exploitant devra indiquer à l'inspection les dispositions prises pour la conduite en cas d'incendie visant à éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation, notamment en terme de consignes et d'affichages sur site. Il devra aussi justifier de l'efficacité des mesures envisagées au niveau des installations pour lesquelles cette disposition s'applique et le cas échéant proposer des mesures alternatives.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : L'installation est pourvue de trappes de désenfumage. L'exploitant devra préciser le ratio entre la surface totale de la toiture et la surface des dispositifs de désenfumage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle Commandes manuelles placées à proximité des accès
Constats : Les systèmes d'évacuation des fumées ont été vérifiées d'après le rapport du 20 octobre 2021. Les trappes sont munies de fusibles qui s'ouvrent à partir d'une certaine température. L'inspection a pu contrôler qu'un prestataire est venu le jour même pour faire les réparations adaptées. L'exploitant fournira à l'inspection un plan représentant l'emplacement des commandes manuelles. De plus, il précisera les caractéristiques des fusibles utilisés et notamment la température de déclenchement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.</p> <p>De plus, l'article 7.2.6 de l'Arrêté Préfectoral du 14/06/2013 dispose :</p> <p><i>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.</i></p> <p><i>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</i></p> <p><i>Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.</i></p> <p><i>Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement des revêtements isolants et des matériaux entreposés. L'éclairage de sécurité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Des écarts concernant les installations électriques ont été notés dans le rapport de vérification Q18.</p> <p>De plus, le Q18 fait mention d'une vérification partielle des installations en raison de l'absence de coupure généralisée.</p> <p>En conclusion du rapport Q18, il est signalé que les installations électriques peuvent présenter des risques d'incendie et d'explosion. Les éléments concernés sont :</p> <ul style="list-style-type: none">-> système d'arrêt inopérant sur la Cuve 14-> 1 appareillage non correctement protégé-> coffret cuve 2 dysfonctionnement dispositif différentiel. <p>L'exploitant a présenté un bon de travaux indiquant que les réparations ont été faites le 22 octobre 2021.</p> <p>L'inspection a pu constater la mise en place des matériels neufs.</p> <p>L'exploitant devra être en mesure de présenter un document tel qu'un nouveau Q18 mentionnant que l'installation électrique ne présente pas de risque d'incendie et d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Des dispositifs flottant permettent de s'assurer de la présence suffisante de liquide dans les cuves.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. En l'occurrence, l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14/06/2013 dispose : L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : > des extincteurs ; > un système d'extinction automatique des armoires de contrôle; > un poteau d'incendie, implanté sur le domaine public au plus à 100 m de l'établissement, protégé contre le gel, muni de raccords normalisés capable d'assurer un débit unitaire simultané de 60m ³ /h; > une réserve d'eau d'incendie d'une capacité minimum de 240 m ³ située au droit du site, accessible en toutes circonstances aux véhicules de lutte contre l'incendie par une voie engin . Elle est équipée d'une aire d'aspiration stabilisée d'une surface de 60 m ² (15m x 4m) aménagée conformément aux directives des services d'incendie.
Constats : Des extincteurs sont répartis autour des ateliers. La réserve incendie est située dans une parcelle non aménagée à l'arrière du site. Il s'agit d'un plan d'eau naturel. Le niveau d'eau dans le bassin dépend de la saison et de la pluviométrie. L'accès pompiers n'a pas de plate-forme dédiée. Un poteau incendie est présent à l'extérieur du site. L'exploitant ne dispose pas de résultat d'essais de débit du poteau. L'exploitant devra : - Recalculer les ressources en eau à l'aide du formulaire D9 et les besoins de confinement à l'aide du formulaire D9A et l'article 9 de l'AM du 30/06/2006 en concertation avec le SDIS qui devra réceptionner ces moyens. - L'exploitant devra fournir une mesure de débit du poteau incendie et un plan avec échelle spécifiant la distance du poteau par rapport à l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte (extincteurs)
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Les extincteurs ont été vérifiés le 11 novembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. L'article 7.5.4 de l'AP du 14/06/2013 dispose : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 300 m ³ aménagé sur la parcelle n° 1445. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... sont collectées dans le bassin d'orage d'une capacité minimum de 500 m ³ avant rejet au milieu naturel. Ces bassins peuvent être confondus, auquel cas, leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'incendie sur le site Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont actionnables en toutes circonstances.
Constats : Le site comprend un bassin de rétention des eaux d'extinctions qui recueille également les eaux pluviales. Le bassin est situé sur une partie excentrée du site, en contre-bas. Le bassin dispose d'une capacité de 500 m ³ . La bâche est trouvée. L'exploitant devra réparer la bâche et s'assurer que le volume disponible est suffisant en regard du calcul D9A. Il devra également justifier du volume disponible à l'aide des caractéristiques dimensionnelles du bassin et de ses équipements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. De plus, l'article 7.5.4 de l'AP du 14/06/2013 dispose ; Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... sont collectées dans le bassin d'orage d'une capacité minimum de 500 m3 avant rejet au milieu naturel. Ces bassins peuvent être confondus, auquel cas, leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'incendie sur le site.
Constats : En fonctionnement normal, la vanne du bassin des eaux d'extinction est en position ouverte de manière à laisser s'écouler les eaux pluviales. Le bassin est déporté. Deux accès permettent d'y accéder : - Un accès piéton en traversant une parcelle non imperméabilisée. Lors de l'inspection, le cheminement a été compliqué par la végétation qui devra être coupée. - Un accès par la route en passant par un portail. Cet accès était empêché par un câble électrique dont le poteau s'est affaissé. Pour accéder à la vanne, il est nécessaire d'ouvrir une plaque, de descendre par une échelle et d'actionner une clef afin de fermer la vanne. L'exploitant devra : - Entretenir la parcelle afin de la rendre au moins accessible à pied sans difficulté, - Prendre des dispositions pour rendre le portail accessible, - Envisager des modalités de facilitation de la mise en oeuvre de la vanne permettant d'isoler le bassin de vérification de sa fermeture.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Article 1.1.4 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Rubrique 2565-2-a - Revêtement métallique ou traitement - 77 m3 Rubrique 1111-2-b - Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques - 1 000 kg Rubrique 1131-2-c - Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques - 2 000 kg Lors de l'inspection du 21 janvier 2020, le rapport faisait état du constat suivant : Le classement sous les rubriques 4000 et la détermination du statut Seveso ont été fournis dans le dossier de porter à connaissance transmis pour l'extension des installations en mars 2018. Seules les conclusions de classement sous les rubriques 4000 sont fournies, sans donnée sur les produits et substances (nature, mentions de danger, quantités maximales considérées), classement des bacs et des déchets, ... En outre, contrairement à ce qui est indiqué en p.20 du porter à connaissance, il ne doit pas être retenu qu'une seule rubrique par substance pour la détermination du statut Seveso. Cette règle ne vaut que pour la détermination du classement ICPE. Pour la règle du dépassement direct Seveso, pour une rubrique donnée, c'est bien la somme des quantités de toutes les substances pour laquelle cette rubrique a été identifiée dans les rubriques associées qui doit être considérée. → Observation 3 (O3) : L'exploitant transmettra les éléments justifiant le classement retenu pour les rubriques 4000 et le statut Seveso : liste des produits/déchets/bains/rinçages, quantité maximale considérée, mentions de danger (avec justification du classement retenu pour les bacs/bains usés/rinçages/déchets), rubriques 4000 associées à chaque produit/mélange, rubrique principale retenue pour le classement ICPE. La détermination du statut Seveso sera corrigée en tenant compte des observations formulées ci-dessus.
Constats : L'arrêté préfectoral date de 2013. Depuis 2013, la rubrique IED 3260 Traitement de surface a été créée. Les rubriques 1111 et 1135 ont été supprimées à compter du 1er juin 2015. L'exploitant devra mettre à jour sa situation administrative. De plus, l'exploitant devra déterminer le statut SEVESO de son établissement à l'aide de l'outil en ligne https://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr/
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2013, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage de liquides, y compris les déchets, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols car associé à une capacité de rétention [...] Elles ont vocation à être vides de tout liquide.
Constats : Des liquides étaient présents dans les rétentions sous les bacs de traitement. L'exploitant a expliqué que les pompes normalement utilisées pour les vider ne fonctionnent pas. L'exploitant devra vider les rétentions et s'assurer qu'elles sont vides en permanence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet